

**CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI  
D'INSPECTEUR STAGIAIRE DU TRÉSOR PUBLIC**

=====  
**ANNÉE 2007**

=====  
**ÉPREUVE N° 3 A OPTION**

Durée : **3 heures** - Coefficient : **5**  
=====

COMPOSITION SUR UN OU PLUSIEURS SUJETS DONNÉS ET/OU UN CAS PRATIQUE  
**D'ÉCONOMIE**

**(Page 2)**

OU

COMPOSITION SUR UN OU PLUSIEURS SUJETS DONNÉS ET/OU UN CAS PRATIQUE  
**DE DROIT PRIVÉ**

**(Page 3)**

OU

COMPOSITION SUR UN OU PLUSIEURS SUJETS DONNÉS ET/OU UN CAS PRATIQUE  
**DE DROIT PUBLIC**

**(Page 5)**  
=====

Toute note inférieure à **6/20** est éliminatoire.

**TRÈS IMPORTANT :**

Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ÊTRE MODIFIÉ.

Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.

Les candidats ne peuvent quitter la salle moins d'une heure après le début des épreuves.

Tournez la page S.V.P.

## ÉCONOMIE

*Les candidats sont autorisés à utiliser des calculatrices électroniques à fonctionnement autonome, sans imprimante, à entrée unique par clavier.*

*L'utilisation de tout document est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### 1<sup>er</sup> SUJET

15

La productivité favorise-t-elle le chômage ?

### 2<sup>ème</sup> SUJET

On considère le commerce de céréales sur un marché mondial concurrentiel, sur lequel le prix mondial est de 9 € par kilogramme. Les quantités disponibles à l'importation vers le marché européen pour ce prix sont illimitées. L'offre et la demande domestiques européennes sont les suivantes :

| Prix | Offre européenne<br>(millions de kg) | Demande européenne<br>(millions de kg) |
|------|--------------------------------------|--|
| 3    | 2                                    | 34                                     |
| 6    | 4                                    | 28                                     |
| 9    | 6                                    | 22                                     |
| 12   | 8                                    | 16                                     |
| 15   | 10                                   | 10                                     |
| 18   | 12                                   | 4                                      |

### TRAVAIL A FAIRE :

15

- 1) Définir la notion d'élasticité.
- 2) Quelle est l'équation de demande ? Quelle est l'équation d'offre ?
- 3) Au prix de 9 €, quelle est l'élasticité-prix de la demande ? Quelle est-elle au prix de 12 € ?
- 4) Quelle est l'élasticité-prix de l'offre au prix de 9 € ? Quelle est-elle au prix de 12 € ?
- 5) Dans un marché non réglementé, quels seront le prix européen et la quantité de céréales importées ?

## **DROIT PRIVÉ**

L'utilisation de tout document (Code Civil, Code de Procédure Civile, etc...) est interdite.

### **Les deux sujets doivent être traités.**

#### **1<sup>er</sup> SUJET**

Les principes directeurs du procès : le rôle des parties et du juge, le principe du contradictoire, la conciliation.

#### **2<sup>ème</sup> SUJET**

Monsieur Frédéric MERCREDI vous consulte et vous expose la situation suivante :

Issu du mariage de M. André MERCREDI et de Mme Pierrette JUIN, Monsieur Frédéric MERCREDI, âgé de 25 ans, se dit excédé des embarras et difficultés auquel l'usage quotidien de son nom l'expose. Il n'est pas un jour sans moquerie, malentendu ou jeu de mots blessant.

Père d'une petite fille de 4 ans qui a pris, à sa naissance, le nom de MERCREDI, il tient à ce que son enfant ne supporte pas les mêmes désagréments.

Souhaitant éteindre cette source de malaises, il a engagé des recherches juridiques sommaires pour étudier les possibilités de modifier ce nom qu'il ne souhaite plus porter. Ses premières prospections lui ont permis de découvrir que le nom de famille est une composante de l'état de la personne et obéit à un certain nombre de principes, dont l'immutabilité.

Ces éléments n'ont en rien altéré la volonté de M. MERCREDI. Sa décision est désormais clairement arrêtée. Il est particulièrement intéressé par la reprise du nom patronymique de son arrière grand-père, dont le risque d'extinction est, selon les études généalogiques qu'il a conduites, élevé.

Après analyse des éléments délivrés par M. MERCREDI, vous répondez précisément aux questions qu'il vous soumet :

- 1) M. MERCREDI souhaite que vous lui expliquiez succinctement les grands principes juridiques applicables à son nom, et notamment le principe d'immutabilité.

- 2) Il vous demande de lui indiquer s'il peut juridiquement changer son nom de famille et au terme de quelle procédure. Vous vous prononcez, au moyen d'un avis motivé, sur les chances de succès de ce projet.
- 3) M. MERCREDI vous interroge sur les effets d'un éventuel changement de nom, à son égard et à l'égard de sa fille.
- 4) Enfin, n'ayant jamais eu d'attachement particulier pour le prénom Frédéric, il envisage d'en changer. Vous lui apportez donc les éclaircissements utiles sur les possibilités juridiques qui lui sont ouvertes.

## DROIT PUBLIC

*L'utilisation de tout code ou document est interdite.*

**Les deux sujets doivent être traités.**

### **1<sup>er</sup> SUJET**

Les référés d'urgence devant la justice administrative.

### **2<sup>ème</sup> SUJET**

Commentez la décision du Tribunal des conflits du 18 avril 2005 : « Mme X / commune de Barr (Bas-Rhin) ».

**Tribunal des Conflits statuant au contentieux**  
**N° C3430**

Mme Josseline de Clausade, Rapporteur  
M. Bachelier, Commissaire du gouvernement

M. Stirn, Président

Lecture du 18 avril 2005

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS**

Vu, enregistrée à son secrétariat le 22 juin 2004, la requête présentée pour Mme X tendant à ce que le Tribunal, en application de l'article 17 du décret du 26 octobre 1849 modifié, déclare la juridiction judiciaire compétente pour connaître de sa demande tendant à la condamnation de la commune de Barr (Bas-Rhin) à lui payer un rappel de salaire et des indemnités de rupture et pour rupture abusive de son contrat de travail ;

à la suite du conflit négatif résultant de ce que :

- 1) par un jugement du 4 décembre 2001 le conseil de prud'hommes de Sélestat a déclaré la juridiction judiciaire incompétente pour connaître de la demande ;
- 2) par un arrêt du 20 mars 2003, la cour administrative d'appel de Nancy a déclaré la juridiction administrative incompétente pour connaître de ce litige ;

Vu le jugement et l'arrêt précités ;

Vu les observations du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, enregistrées au secrétariat du Tribunal le 4 octobre 2004 ;

Vu les pièces du dossier desquelles il résulte que la requête a été notifiée à la commune de Barr, qui n'a pas produit de mémoire ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le décret des 16-24 août 1790 et le décret du 16 fructidor an III ;

Vu la loi du 24 mai 1872 ;

Vu le décret du 26 octobre 1849 modifié ;

Vu le décret n° 53-714 du 9 août 1953 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 ;

Vu la loi n° 63-156 du 23 février 1963, loi de finances pour 1963 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de M. Yves Chagny, membre du Tribunal,
- les observations de la SCP Roger, Sevaux, avocat de Mme X,
- les conclusions de M. Gilles Bachelier, Commissaire du gouvernement ;

Considérant que Mme X a été recrutée en 1989 en qualité de gardienne-gérante de terrain de camping par l'association Syndicat d'initiative de la commune de Barr (Bas-Rhin) ; que la gestion du camping ayant été reprise en régie directe par la commune, avec laquelle elle a conclu en 1989 un nouveau contrat de travail, elle a été désignée régisseur de la recette instituée pour l'encaissement des droits de place payés par les campeurs et mise à ce titre sous le contrôle du receveur-percepteur de la ville ; qu'elle a été licenciée le 26 avril 2000 par le maire de la commune ; qu'elle a contesté les causes et circonstances de la rupture de son contrat de travail devant la juridiction prud'homale et la juridiction administrative qui ont tour à tour décliné leur compétence pour connaître de ses demandes indemnitaires et en paiement de rappels de salaires ;

Considérant que le service du camping géré par la commune de Barr a le caractère d'un service public industriel et commercial ; que du fait de la nature juridique de ce service, les litiges d'ordre individuel concernant ses agents, à l'exception de l'agent chargé de la direction du service ainsi que du chef de la comptabilité lorsque ce dernier possède la qualité de comptable public, relèvent de la compétence des tribunaux de l'ordre judiciaire ;

Considérant que le litige opposant le service du camping géré par la commune de Barr à Mme X, qui n'exerçait pas en son sein les fonctions de directeur et qui, dans ses fonctions de régisseur de recettes, agissait pour le compte d'un comptable public sans qu'elle puisse dès lors être elle-même considérée comme ayant cette qualité, relève de la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire ;

#### D E C I D E :

Article 1 : La juridiction de l'ordre judiciaire est compétente pour connaître du litige opposant Mme X à la commune de Barr (Bas-Rhin).

Article 2 : Le jugement du conseil de prud'hommes de Sélestat en date du 4 décembre 2001 par lequel cette juridiction a décliné sa compétence est déclaré nul et non avenu.

Article 3 : La cause et les parties sont renvoyées devant ce conseil de prud'hommes.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au garde des sceaux, ministre de la justice, qui est chargé d'en assurer l'exécution.